Rapport de Conférence

Résumé

Forum25

La pertinence de l'idée fédérale dans un **monde en mutation**

PRIME MINISTER · PREMIER MINISTRE

Message du premier ministre du Canada

Je suis fier d'adresser mes sincères salutations à toutes les personnes réunies ici pour célébrer le 25e anniversaire du Forum des fédérations.

Depuis un quart de siècle, le Forum joue un rôle inestimable dans l'acquisition de connaissances importantes et la mise en commun de celles-ci entre les pays qui en sont membres. Grâce à son travail, le Forum a contribué à renforcer les institutions, à promouvoir une gouvernance inclusive et à soutenir la paix et le développement dans les pays du monde entier. Le Canada est fier d'avoir été l'un des partenaires fondateurs de cette importante organisation et d'avoir pu observer la croissance de son influence à l'échelle mondiale.

Alors que nous marquons cette étape importante, nous prenons également le temps de souligner les contributions remarquables de l'honorable Bob Rae et de lui rendre hommage. Il a consacré toute sa vie au service de la population, à la diplomatie et à la coopération internationale, laissant derrière lui une marque indélébile, tant ici qu'à l'étranger. Déterminé à montrer l'exemple en matière de leadership mondial, il est devenu un véritable champion du dialogue international ainsi que de la compréhension et du respect mutuels. Les efforts qu'il a déployés pour promouvoir notre responsabilité mondiale les uns envers les autres incarnent l'esprit même du Forum des fédérations, auquel il a aussi grandement contribué.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué au succès du Forum au cours des 25 dernières années pour leur vision et leur travail acharné. J'espère que cette célébration nous incitera à poursuivre notre collaboration et nos efforts d'innovation dans les années à venir, alors que nous bâtissons ensemble un monde plus juste, plus inclusif et plus pacifique.

Je vous souhaite une célébration des plus mémorables.

Ottawa
2025

Discours d'Ouverture

L'honorable Randeep Sarai, C.P., Député
Secrétaire d'État au Développement International

Bonjour à tous. C'est un honneur pour moi d'être parmi vous aujourd'hui afin de célébrer les 25 ans du Forum des Fédérations.

Une organisation née d'une idée simple mais puissante : que les pays peuvent apprendre les uns des autres en construisant des systèmes de gouvernance qui reflètent leur diversité, renforcent leur unité et améliorent la vie de leurs populations. Depuis ses débuts ici au Canada jusqu'à son travail actuel dans plus de 20 pays, le Forum a servi de passerelle, connectant nations et régions, praticiens et décideurs politiques, dirigeants locaux et citoyens.

Nous travaillons tous à faire du fédéralisme une pratique vivante et évolutive. En effet, le Forum a démontré que le fédéralisme n'est pas un modèle statique, mais bien un modèle qui s'adapte aux besoins et aux réalités des populations partout dans le monde. Et ce travail n'a jamais été aussi pertinent qu'aujourd'hui. De toute évidence, nous vivons une période de profonde incertitude, marquée par les conflits mondiaux, la volatilité économique, les catastrophes climatiques et l'évolution rapide du changement technologique.

Dans de telles circonstances, la force des fédérations est mise à l'épreuve. Les citoyens attendent de leurs gouvernements stabilité, clarté et compassion. La mission du Forum – partager les connaissances, bâtir la confiance et renforcer les systèmes qui équilibrent unité et diversité – offre une boussole en ces temps incertains. Elle nous rappelle que lorsque les gouvernements travaillent ensemble à tous les niveaux et au-delà des frontières, ils peuvent répondre plus efficacement aux crises et reconstruire avec plus de résilience.

Alors, comment nous préparons-nous aux défis qui nous attendent ? Le Canada estime que la réponse réside dans des partenariats mondiaux plus intelligents, plus équitables et plus durables.

Nous devons réfléchir mûrement à l'endroit et à la manière dont nous investissons – en nous concentrant sur les partenariats qui ont le plus d'impact pour nos partenaires – et créer des environnements favorables au commerce et à l'innovation canadiens. Nous devons réimaginer le développement… non pas seulement comme de l'aide… mais comme un investissement dans notre propre prospérité économique. Dans ce contexte, la gouvernance partagée et la responsabilité sont essentielles. Le fédéralisme nous a montré ce qui est possible : comment partager le pouvoir, comment bâtir la confiance entre les différents niveaux du gouvernement, comment trouver un terrain d'entente face à des priorités concurrentes, et comment faire plus avec des ressources limitées.

Tout comme les provinces et les territoires apportent une perspective locale aux défis nationaux, les partenaires locaux et régionaux dans les pays en développement doivent être habilités à façonner leur propre avenir. Pour fournir des services plus efficaces et renforcer la résilience en temps de crise. C'est ainsi que nous garantissons la durabilité des solutions, longtemps après la fin du financement.

Au cours de mes voyages ces derniers mois, j'ai pu le constater de mes propres yeux. Lorsque les voix locales ont leur mot à dire dans la prise de décision, les gouvernements sont plus redevables, et les communautés génèrent elles-mêmes leur propre progrès. Des producteurs de cacao au Pérou aux programmes de formation pour les agents de santé en Tanzanie, j'ai pu constater qu'une gouvernance forte et inclusive est le fondement de tout ce que nous essayons d'accomplir. Aujourd'hui, alors que nous franchissons ce cap des 25 ans, nous regardons aussi vers l'avenir.

Considérons cet anniversaire non seulement comme un moment pour célébrer le passé, mais aussi pour réaffirmer notre engagement envers les valeurs qui ont guidé le Forum depuis ses débuts : Partenariat, inclusion et respect de la diversité. Au nom du gouvernement, permettez-moi de remercier la direction du Forum, le personnel, les partenaires internationaux et tous ceux qui ont contribué à ce parcours remarquable. Votre travail a eu un impact tangible dans les communautés à travers le monde entier. Et vous nous rappelez qu'une bonne gouvernance ne se résume pas uniquement à une question de pouvoir. C'est une question qui concerne des individus.

Avant de conclure, permettez-moi de saisir cette occasion pour saluer l'héritage remarquable de l'honorable Bob Rae. Un homme dont l'engagement indéfectible envers le service public a laissé une empreinte indélébile au Canada et dans le monde. Ses décennies de service reflètent un profond engagement envers la justice, l'inclusion et la coopération mondiale. Et bien sûr, en tant que président fondateur du Forum des Fédérations, M. Rae a défendu les principes du fédéralisme, du dialogue et de la gouvernance démocratique.

Ses services distingués en tant qu'ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies et envoyé spécial sur les questions humanitaires et les questions liées aux réfugiés illustre également son dévouement à la justice, aux droits de la personne et à la solidarité internationale. Vos efforts ont certainement permis de faire résonner la voix du Canada à l'échelle internationale.

Au nom du gouvernement, je vous exprime notre profonde gratitude pour vos contributions durables à la vie publique, au Forum et à la communauté mondiale dans son ensemble.

Sur ce, je suis convaincu que les panels d'aujourd'hui seront enrichissants. Encore une fois, toutes mes félicitations au Forum pour ses 25 ans d'impact. Je lève mon verre à 25 nouvelles années de collaboration pour bâtir ensemble des fédérations plus fortes, plus justes et plus résilientes.

Merci.

L'honorable Randeep Sarai, C.P., député, Secrétaire d'État au Développement international, Gouvernement du Canada, rend hommage à Bob Rae, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies, pour sa vie au service du public.

Forum25

Les 5 et 6 novembre 2025, le Forum des Fédérations a célébré son 25e anniversaire avec le Forum 25 : la pertinence de l'idée fédérale dans un monde en mutation, qui s'est tenu à Ottawa, Canada. Ce rapport résume les principaux enseignements issus des conversations lors de la conférence.

Célébrant 25 ans de travail du Forum dans la mobilisation des connaissances, le renforcement des capacités et le soutien aux processus de développement de la gouvernance dans des contextes fédéraux et à multiples niveaux, la conférence Forum 25 a réuni des personnalités politiques, des fonctionnaires, des universitaires et des représentants de la société civile afin d'explorer le rôle du fédéralisme dans le monde d'aujourd'hui et celui qu'il peut jouer à l'avenir. Une série de panels composés d'experts internationaux ont discuté de la manière dont l'idée fédérale peut répondre aux problèmes les plus pressants d'aujourd'hui.

Les discussions ont porté sur les principaux défis de gouvernance auxquels sont confrontés les gouvernements au 21e siècle, reflétant le contexte international changeant et les forces émergentes qui façonnent le monde dans lequel nous vivons. En six panels répartis sur deux jours, les intervenants ont abordé des sujets cruciaux du paysage mondial actuel :

- L'avenir du fédéralisme canadien
- Bâtir la stabilité dans les sociétés fragiles et divisées
- Villes et action climatique dans les systèmes fédéraux
- Les relations fiscales intergouvernementales
- Gérer et exploiter les changements technologiques
- L'idée fédérale est-elle pertinente et si oui – comment ?

Le Forum des Fédérations remercie les contributeurs à ce rapport : Gabriel Imbeau, Tara Lihi, Aliyah Datoo et Junchi Li. Le Forum tient aussi à remercier Liam Whittington, Jamie Thomas et Mohamed Islam Ounalli pour leur contribution à la préparation du rapport destiné à être publié.

Mot de bienvenue

Rupak Chattopadhyay, Président et Directeur Général, Forum des Fédérations

Le Forum des Fédérations a été créé en l'an 2000 en tant qu'organisation permanente et durable dédiée à la promotion de la compréhension et de la pratique dans le domaine du fédéralisme et de la gouvernance à multiples niveaux. Sa création fait suite à la conférence internationale historique sur le fédéralisme de 1999, qui s'est tenue à Mont-Tremblant, Québec, un événement présidé par l'honorable Bob Rae sous l'égide du Premier ministre canadien de l'époque, le très honorable Jean Chrétien. Cette conférence a réuni des dirigeants politiques, des universitaires et des praticiens du monde entier afin de réfléchir à la manière dont les systèmes fédéraux pourraient mieux répondre aux défis de gouvernance complexes d'un environnement mondial en mutation rapide.

La création du Forum a eu lieu pendant une période particulièrement tumultueuse de l'histoire politique canadienne. Les questions de l'unité nationale, de la diversité régionale et de l'accommodement des différences étaient au premier plan du débat public. Dans ce contexte, le Forum a été conçu, à l'origine, comme une institution indépendante dotée d'un mandat clair : introduire au Canada les meilleures pratiques mondiales en matière de fédéralisme, et s'assurer que les décideurs et praticiens canadiens puissent tirer des enseignements de l'expérience d'autres pays faisant face à des enjeux semblables.

Dès le départ, le Forum a été conçu non pas comme un défenseur politique, mais comme une organisation neutre, fondée sur le savoir, engagée envers l'apprentissage, le dialogue et la résolution pratique de problèmes.

Très rapidement, cependant, il est devenu évident que la valeur du travail du Forum s'étendait bien au-delà des frontières canadiennes. Les pays du monde entier ont reconnu la nécessité d'une institution dédiée capable de rassembler des perspectives diverses, recueillir des expériences comparatives et traduire la théorie en pratique. Au cours des deux dernières décennies, cette initiative canadienne unique s'est transformée en un véritable partenariat mondial. L'Australie, le Brésil, l'Éthiopie, l'Allemagne, l'Inde, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan et la Suisse se sont joints en tant que pays partenaires, apportant leurs propres expériences et perspectives. Nous avons hâte d'accueillir l'Argentine, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Afrique du Sud dans la famille du Forum dans un avenir proche, renforçant ainsi davantage la portée mondiale et la diversité de l'organisation.

Depuis sa fondation, le Forum des Fédérations a œuvré dans plus de 40 pays répartis sur toutes les régions du monde, soutenant des initiatives liées au fédéralisme, à la décentralisation, à la gouvernance à multiples niveaux et à la consolidation de la paix.

Ces engagements ont pris de nombreuses formes : conseils sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles, facilitation du dialogue entre acteurs politiques, appui aux relations intergouvernementales, consolidation de la gouvernance locale et renforcement des capacités des fonctionnaires, des acteurs de la société civile et des universitaires. Grâce à ce travail, le Forum s'est forgé une réputation d'organisation "think and do" (réfléchir et agir) de premier plan dans son domaine, combinant une recherche rigoureuse et pertinente sur le plan politique avec une mise en œuvre concrète et un soutien pratique dans des environnements politiques complexes.

Au cœur de notre travail se trouve un défi fondamental commun à toutes les fédérations et à tous les systèmes à plusieurs niveaux : comment s'assurer que les gouvernements à différents niveaux travaillent ensemble de manière efficace, inclusive et responsable. Ce défi n'est pas seulement technique ; il est profondément politique et humain. Il s'agit de trouver un équilibre entre unité et diversité, de gérer la concurrence et la coopération, et de créer des institutions capables de répondre aux besoins des citoyens tout en respectant l'autonomie et l'identité locales. Ces tensions ne sont pas propres aux pays fédéraux, mais elles sont particulièrement prononcées dans les systèmes où l'autorité et la responsabilité sont partagées entre plusieurs niveaux de gouvernement.

Marie-France Lalonde, députée et ancienne ministre provinciale de l'Ontario, Canada, et Anita Vandenbeld, députée, présentant un message au nom du Premier ministre Mark Carney.

Le Forum a vu le jour en tant qu'entité dédiée à l'apprentissage et au partage de savoir, et nous avons maintenu cet esprit originel au fil du dernier quart de siècle. Nous ne soutenons pas le fédéralisme comme une réponse universelle unique, ni n'encourageons un modèle constitutionnel spécifique. À l'inverse, nous admettons qu'il n'y a pas une unique « bonne » façon d'être fédéral. Chaque fédération – et effectivement, chaque système à plusieurs niveaux – possède ses spécificités, modelées par des facteurs sociaux, historiques, politiques et économiques propres. Notre mission consiste à favoriser l'éducation dans divers contextes en soutenant les professionnels dans la compréhension de ce qui a réussi ailleurs, les raisons de ce succès, et comment ces enseignements peuvent adaptés à leurs propres réalités.

Au cours des 25 années passées, l'une des leçons majeures que nous avons acquises est que l'univers de la gouvernance n'est pas dichotomique. La distinction ne se fait pas uniquement entre les pays fédéraux et non fédéraux. On observe plutôt une gamme de systèmes de complexité croissante, comprenant des États décentralisés, déconcentrés et même constitutionnellement unitaires. Bien que les systèmes fédéraux constitutionnels puissent être théoriquement uniques, en réalité, tous les systèmes à plusieurs niveaux rencontrent des enjeux semblables et ont la possibilité de tirer des leçons les uns des autres. Ce concept a profondément influencé la manière dont le Forum gère ses activités, promouvant l'ouverture, la flexibilité et l'échange d'idées.

Une deuxième leçon clé est que, même dans les pays fédéraux, les gouvernements nationaux et les unités constituantes (États, cantons, provinces) ne sont plus les seuls acteurs – ni même les principaux acteurs – de la gouvernance. Les villes et les grandes régions métropolitaines jouent désormais un rôle critique dans le développement économique, la prestation de services et l'innovation.

Dans le même temps, les peuples autochtones et les Premières Nations affirment de plus en plus leurs droits et responsabilités en tant que partenaires autonomes au sein de cadres constitutionnels plus larges. Reconnaître ces acteurs et s'engager avec eux est essentiel pour bâtir des systèmes de gouvernance inclusifs et résilients.

Nous avons intégré ces enseignements dans notre travail, tout en reconnaissant de plus en plus que la boîte à outils du fédéralisme est remarquablement polyvalente. Les éléments de la pensée fédérale – tels que le partage du pouvoir, l'autonomie, la subsidiarité et la coopération intergouvernementale – peuvent être appliqués même dans des pays constitutionnellement non fédéraux afin d'améliorer la qualité de la gouvernance. La participation du Forum dans les processus de réforme constitutionnelle dans des pays comme Cuba, le Kenya et la Tunisie démontre comment les idées fédérales peuvent être transformatrices lorsqu'elles sont adaptées de manière réfléchie aux contextes locaux. De même, les réformes de décentralisation de la gouvernance en Jordanie et au Maroc ont créé de nouvelles opportunités de participation politique, en particulier pour les femmes, contribuant ainsi à élargir le leadership et à renforcer l'inclusion démocratique.

Dans une époque caractérisée par des crises entremêlées et interconnectées – fréquemment qualifiée d'ère de « polycrise » – la perspective fédérale propose une structure appréciable pour s'attaquer à certains des enjeux les plus urgents de notre temps. Cela comprend le déclin de la démocratie, la vulnérabilité des États post-conflit, l'impératif de développer une résilience face au changement climatique, la quête d'une croissance économique juste et inclusive, ainsi que les conséquences de l'avancement technologique rapide sur la gouvernance. Lorsque les systèmes de gouvernance à plusieurs niveaux sont élaborés et exécutés de manière efficace, ils peuvent renforcer la souplesse, l'innovation et la réactivité. Cela permet aux entreprises de mieux gérer l'incertitude et la complexité.

Alors que le Forum des Fédérations achève un quart de siècle de travail, notre mission fondamentale reste plus pertinente que jamais. Nous continuons à recueillir les meilleures pratiques mondiales pour les praticiens, à fournir des plateformes fiables pour le dialogue et l'apprentissage, et à connecter les innovateurs de toutes les régions et de toutes les disciplines. En amplifiant les réussites et en examinant honnêtement les échecs, nous cherchons à doter les générations successives de chercheurs, de décideurs politiques et de praticiens des outils dont ils ont besoin pour améliorer la qualité de la gouvernance dans leurs propres pays.

Les réalisations du Forum découlent d'un effort collectif. Elles reposent sur le dévouement et le professionnalisme de notre personnel hautement motivé, sur les conseils et l'engagement de notre Conseil d'administration, et sur le soutien constant de notre pays hôte, le Canada, ainsi que de nos pays partenaires – l'Australie, le Brésil, l'Éthiopie, l'Allemagne, l'Inde, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan et la Suisse. Leur engagement continu reflète une conviction partagée quant à l'importance de l'apprentissage, de la coopération et de l'innovation en matière de gouvernance.

C'est un véritable privilège pour moi de diriger une telle organisation.

Les Débats

Jour 1 – 5 Novembre 2025

L'avenir du fédéralisme canadien

Le panel inaugural de la conférence du 25e anniversaire du Forum des Fédérations a réuni les anciens premiers ministres Bob Rae (Ontario), Christy Clark (Colombie-Britannique) et Philippe Couillard (Québec) afin de discuter de l'avenir du fédéralisme canadien. Se référant à leurs expériences respectives, les conférenciers ont évoqué les défis posés par l'adoption hâtive de la Charte canadienne des droits et libertés, qui, après des décennies de tentatives infructueuses d'intégrer le Québec, est devenue de facto une constitution figée. Philippe Couillard et Bob Rae ont souligné que cette situation a empêché le Canada de résoudre les problèmes liés à l'utilisation (inappropriée) et préventive de la clause dérogatoire, tandis que Christy Clark a déploré la réinterprétation judiciaire non responsable des droits fonciers autochtones.

Les intervenants ont souligné que cette constitution rigide n'a pas facilitée l'inclusion officielle des nouveaux membres de la fédération, comme les collectivités autochtones et les municipalités, qui restent tous deux sous la tutelle des gouvernements fédéral et provincial. Toutefois, il convient de noter que, malgré cet obstacle, les deux parties réclament leurs droits au sein du gouvernement fédéral.

De plus, le fédéralisme canadien était perçu comme le plus solide lorsque les deux ordres de gouvernement « restaient dans leur voie », car les empiètements juridictionnels d'Ottawa étaient considérés comme nuisibles aux relations intergouvernementales. Alors que le détachement de l'Ouest vis-à-vis de la fédération s'affirme de plus en plus, Philippe Couillard a fait part de son vécu en tant que champion du fédéralisme au Québec : la notion fédérale ne doit pas se réduire à un simple compromis financier ; elle doit également s'ancrer profondément dans une identité nationale commune.

Jour 2 – 6 Novembre 2025

Bâtir la stabilité dans les sociétés fragiles et divisées

Le premier panel de la deuxième journée de la conférence a posé une question simple mais difficile : Pourquoi le fédéralisme échoue-t-il si souvent à apporter la stabilité dans les États fragiles ? Animé par Leslie Norton, Sous-ministre adjointe aux Affaires mondiales Canada, le panel comptait Marie-Joëlle Zahar (Université de Montréal), David Cameron (Université de Toronto) et Paul King (professionnel du développement international). Les panélistes ont convenu que la conception constitutionnelle seule ne suffit jamais à remédier à la fragilité. La professeure Zahar a décrit la fragilité comme un effondrement du contrat social provoqué par des pressions telles que les chocs climatiques ou les conflits régionaux, et a soutenu que la reconstruction de la confiance nécessite une gouvernance inclusive, que ce soit par l'intégration des kurdes en Irak, ou par l'accès des femmes à des postes de responsabilité dans les Panchayats indiens. Dr Cameron a rappelé à l'auditoire, en s'appuyant sur Tocqueville, que les institutions ne fonctionnent que lorsqu'elles découlent de normes et d'habitudes bien ancrées, ce que est rarement le cas dans les États fragiles. Même les démocraties fédérales stables n'y sont pas immunisées, comme le montrent les récents exemples de recul démocratique dans le monde.

De plus, les exemples tirés du Nigeria, du Soudan, du Soudan du Sud et du Sri Lanka ont illustré comment la centralisation, les inégalités et la domination communautaire alimentent continuellement les cycles de conflit. Les tendances internationales rendent les choses plus difficiles : la préférence mondiale actuelle pour la victoire militaire sur la négociation affaiblit les incitations au dialogue, tandis que la réduction de l'aide au développement érode la mémoire institutionnelle. Le panel a conclu que bien que le terme « fédéralisme » reste politiquement sensible, les formes de gouvernance décentralisée continuent de se répandre, mais le véritable succès repose sur le leadership, la patience et l'engagement à long terme en faveur de la construction d'institutions durables.

Villes et action climatique dans les systèmes fédéraux

Ce panel a réuni des experts des administrations métropolitaines et municipales ainsi que de la Banque mondiale afin d'examiner défis auxquels sont confrontées les villes qui s'engagent dans la lutte contre le changement climatique au sein des systèmes fédéraux. Les intervenants, Jedah Ogweno (Banque mondiale), Cathy Curry (Ville d'Ottawa), Bernardus Djonoputro (Autorité de gestion métropolitaine de Rebana) et Carsten Sieling (Ville libre hanséatique de Brême), ont centré les discussions sur les questions clés du renforcement des capacités, de la collaboration et du leadership citoyen.

Le panel a discuté de la nécessité pour les villes de développer, soit seules, soit en partenariat avec des institutions internationales, les capacités nécessaires pour accéder au financement climatique et mettre en œuvre leurs propres agendas climatiques lorsque les partenaires fédéraux de niveau supérieur poursuivent des priorités différentes.

Néanmoins, les panélistes ont souligné que les villes doivent aussi s'efforcer de travailler avec ces partenaires fédéraux de haut niveau afin de mettre en œuvre des politiques à la fois adaptées à leur contexte local et cohérentes avec les objectifs nationaux.

De plus, chaque intervenant a relaté que les villes devraient encourager et piloter les initiatives citoyennes en matière de climat, car en démocratie, la légitimité émane du peuple. Sans mandat populaire, les villes ne semblent pas en mesure d'assurer une transition juste. Enfin, les intervenants ont noté que l'action climatique est coûteuse, nécessitant des choix difficiles sur la façon d'inclure le secteur privé dans la solution, ainsi que sur l'opportunité de construire mieux ou de rénover les bâtiments et infrastructures urbains existants.

Relations fiscales intergouvernementales

Le troisième panel de la journée a examiné comment les fédérations gèrent les asymétries persistantes inhérentes aux relations fiscales intergouvernementales. La discussion a bénéficié des contributions de Patience Nombeko Mbava (Présidente, Commission fiscale et financière sud-africaine), Prasad Panda (Ancien ministre de l'Infrastructure et des Transports de l'Alberta) et Patricia Farah (Coordinatrice, Conseil fédéral argentin sur la responsabilité fiscale). Animé par George Anderson (Forum des Fédérations), le panel a souligné que le déséquilibre fiscal est une caractéristique structurelle de la gouvernance fédérale, et que le principal défi est de trouver des « points d'équilibre » légitimes au sein de systèmes marqués par une répartition inégale des ressources et des responsabilités.

Un thème clé était le dilemme de la redistribution des ressources naturelles. L'Argentine et le Canada accordent aux provinces la propriété des ressources, créant ainsi des disparités entre les régions riches et les régions pauvres en ressources.

L'Argentine s'attaque à ce problème par le biais d'une fiscalité fédérale et la coordination, tandis que la critique de l'Alberta à l'égard du système de péréquation canadien montre comment la redistribution peut être perçue comme une « pénalité injuste » plutôt que comme un avantage national. La propriété centralisée de l'Afrique du Sud évite les disparités provinciales mais elle engendre néanmoins de profondes inégalités héritées de son passé. Dans tous les cas, les ressources naturelles constituent à la fois des atouts économiques et des sujets de discorde politique.

Un deuxième thème a exploré le rôle et les limites des institutions de coordination fiscale. Les intervenants ont noté que les recommandations d'organismes tels que l'Administration fédérale des recettes publiques (AFIP) de l'Argentine et la Commission financière et fiscale (FFC) d'Afrique du Sud ne sont efficaces que lorsqu'elles s'appuient sur une volonté politique. Enfin, les transferts fiscaux demeurent un sujet de controverse : l'Afrique du Sud peine avec des subventions conditionnelles complexes, tandis que l'Alberta conteste le programme de péréquation canadien comme étant injuste. L'équilibre du fédéralisme fiscal est un processus continu nécessitant des solutions multidimensionnelles afin de préserver la cohésion face aux inégalités croissantes et aux pressions mondiales.

Alors que les fédérations font face à des disparités et des contraintes climatiques en augmentation, les rapports fiscaux entre gouvernements constituent un champ essentiel où la notion fédérale est testée et redéfinie. Trouver un équilibre dans le fédéralisme fiscal est un effort constant qui nécessite des approches multidimensionnelles allant au-delà de la portée d'un seul niveau gouvernemental.

Gérer et exploiter le changement technologique

L'évolution technologique rapide présente à la fois des opportunités et des défis pour les systèmes fédéraux, comme l'ont souligné Kristel Van der Elst (Horizons Politiques, Canada) en collaboration avec Holger Greve (Ministère fédéral allemand de l'Intérieur), Benoît Meyer-Bisch (Agence suisse pour le développement et la coopération) et Taki Sarantakis (École de la fonction publique du Canada). Les projets d'infrastructure faisant appel à de nouvelles technologies se heurtent souvent à des obstacles liés à la gouvernance à plusieurs niveaux. Au Canada, la collaboration est entravée par des questions de compétence juridique, alors qu'en Allemagne, c'est la bureaucratie et les lois qui posent des difficultés. En Suisse, la transition numérique pourrait ne pas correspondre aux exigences des citoyens, étant donné que de nombreuses technologies sont gérées par des entités étrangères.

Les panélistes ont noté que dans un système à plusieurs niveaux, la numérisation des services peut être retardée par les structures de gouvernance, et M. Greve a souligné que des normes uniformes et des processus centralisés améliorent l'efficacité. Inversement, M. Meyer-Bisch a souligné le potentiel du fédéralisme à favoriser l'innovation au niveau régional. M. Sarantakis a, quant à lui, souligné que les valeurs partagées restent essentielles pour au bon fonctionnement des fédérations à l'ère de l'IA.

La souveraineté numérique s'est imposée comme un thème central, soulevant des questions relatives à la propriété des données (M. Sarantakis), à leur stockage et à leur codification (M. Meyer-Bisch), ainsi qu'à la réduction de la dépendance aux infrastructures étrangères (M. Greve). La confiance a été jugée essentielle, les citoyens privilégiant généralement les technologies des administrations locales aux solutions privées, comme l'illustre l'exemple de la carte d'identité suisse. Des lois sur la transparence et le libre accès à l'information ont été proposées comme moyens de réduire la méfiance.

Enfin, le panel a débattu de l'utilisation de l'IA par les gouvernements, en s'interrogeant sur la priorité à accorder à son adoption : éthique, légalité ou responsabilité. Les questions de protection, de sécurité, de praticité et de calendrier ont été jugées centrales pour définir la gouvernance de l'IA dans un contexte fédéral.

L'idée de fédéralisme est-elle pertinente et si oui, comment ?

Le dernier panel, animé par Christian Paradis (Trésorier, Forum des Fédérations), a examiné la pertinence du fédéralisme face à l'accélération des mutations mondiales. Ana Carolina Lorena (Forum des Fédérations), André Lecours (Université d'Ottawa) et Idee Inyangudor (Wellington Advocacy) ont exploré le paradoxe du fédéralisme : les institutions conçues pour intégrer la diversité peuvent aussi renforcer les mouvements séparatistes. Le professeur Lecours a soutenu que l'octroi de l'autonomie renforce la voix des minorités mais risque d'alimenter le nationalisme régional. Malgré cela, il a maintenu que le fédéralisme demeure le système démocratique le plus efficace pour les sociétés diverses, car les systèmes unitaires exacerbent souvent les conflits. La force du fédéralisme réside dans l'équilibre entre l'autonomie et la gouvernance partagée, créant ainsi des passerelles institutionnelles pour la prise de décision collective.

Mme Lorena a illustré la réciprocité fédérale par l'expérience brésilienne : São Paulo a autrefois résisté à la redistribution des redevances pétrolières aux États plus pauvres, mais bénéficie aujourd'hui des découvertes pétrolières en Amazonie dans ces régions, démontrant ainsi que les systèmes fédéraux reposent sur une coopération à long terme. M. Inyangudor a insisté sur le caractère essentiel de la confiance et le dialogue, notamment dans des pays comme le Nigeria, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud, où l'idée fédérale peut contribuer à surmonter les séquelles de la colonisation et les difficultés de gouvernance.

Le panel a également abordé un angle mort persistant : les peuples autochtones sont rarement des partenaires constitutionnels officiels dans la plupart des fédérations. Le professeur Lecours a établi une distinction entre les structures fédérales de l'idéal fédéral, soulignant que ses principes, tels que le pluralisme, la réciprocité et les protections contre la domination majoritaire, correspondent aux aspirations autochtones. Mme Lorena a ajouté que la reconnaissance par le Brésil des droits fonciers autochtones a redéfini l'identité, le nombre de personnes s'identifiant comme autochtones passant de 500 000 dans les années 1990 à 1,7 million aujourd'hui, montrant ainsi comment la reconnaissance politique peut transformer la perception que les communautés ont d'eux-mêmes.

En définitive, le panel a conclu que le fédéralisme gagne en pertinence : en offrant des cadres flexibles pour gérer la diversité, favoriser le dialogue et établir des liens durables grâce à la promotion de l'unité sans uniformité et de l'accommodement par le biais d'une gouvernance partagée.

Programme

Jour 1 – 5 novembre 2025

- Mot de bienvenue : Rupak Chattopadhyay, Président et Directeur général, Forum des Fédérations, Canada
- Allocution d'ouverture, Hans Altherr, Président du Conseil d'administration, Forum des Fédérations, Suisse
- **Message du Premier ministre** : Présenté par Marie-France Lalonde, Députée, et Ancienne ministre provinciale de l'Ontario, Canada et Anita Vandenbeld, Députée

L'avenir du fédéralisme canadien

- Bob Rae, Ambassadeur et Représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies
- Christy Clark, Ancienne Première ministre de Colombie-Britannique, Canada
- Philippe Couillard, Ancien Premier ministre du Québec, Canada

Jour 2 – 6 novembre 2025

- Mot de bienvenue : Salma Siddqui, Vice-présidente du Conseil d'administration, Forum des Fédérations, Canada
- **Allocution principale** : L'honorable Randeep Sarai, PC, député, Secrétaire d'État au Développement international, Gouvernement du Canada

Bâtir la stabilité dans les sociétés fragiles et divisées

- Jamie Thomas, Responsable de programme, Forum des Fédérations, Canada
- Leslie E. Norton, Sous-ministre adjointe, Direction générale des partenariats et de la programmation de l'aide internationale, Canada
- Marie-Joëlle Zahar, Professeure et Directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix, Université de Montréal, Canada
- David Cameron, Professeur émérite, Université de Toronto, Canada
- Paul King, Professionnel du développement international, Canada

Villes et action climatique dans les systèmes fédéraux

- Diana Chebenova, Vice-présidente (Partenariats), Forum des Fédérations, Canada
- Kate Higgins, Directrice générale, Coopération Canada
- Jedah Nyabo Ogweno, Économiste, Banque mondiale
- Cathy Curry, Conseillère municipale d'Ottawa, Quartier 4 Kanata Nord, Canada
- Bernardus Djonoputro, Directeur général, Autorité de gestion métropolitaine de Rebana, Indonésie
- Carsten Sieling, Ancien Président du Sénat de l'État de Brême, Allemagne

Relations fiscales intergouvernementales

- Olakunle Adeniran, Responsable de programme, Forum des Fédérations, Canada
- George Anderson, Distinguished Fellow, Forum des Fédérations
- Patricia Farah, Coordinatrice, Conseil fédéral sur la responsabilité fiscale, Argentine
- Patience Nombeko Mbava, Présidente, Commission financière et fiscale, Afrique du Sud
- Prasad Panda, Ancien ministre de l'Infrastructure et des Transports de l'Alberta, Canada

Gérer et exploiter le changement technologique

- Liam Whittington, Responsable de programme senior, Forum des Fédérations, Canada
- Kristel Van der Elst, Directrice générale, Policy Horizons Canada
- Taki Sarantakis, Président, École de la fonction publique du Canada
- Benoît Meyer-Bisch, Conseiller principal en politiques, Agence suisse pour le développement et la coopération
- Holger Greve, Conseiller principal en politiques, Ministère fédéral de l'Intérieur, Allemagne

L'idée de fédéralisme est-elle pertinente et si oui, comment ?

- Rupak Chattopadhyay, Président et Directeur général, Forum des Fédérations, Canada
- Christian Paradis, Trésorier, Forum des Fédérations et ancien ministre fédéral, Canada
- André Lecours, Professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa, Canada
- Ana Carolina Lorena, Distinguished Fellow, Forum des Fédérations, Brésil
- Idee Inyangudor, Vice-président, Wellington Advocacy, Canada

Bailleurs de fonds

Global Affairs Canada
Affaires mondiales Canada

Bundesministerium des Innern

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Sponsors

Desjardins
WA Wellington Advocacy
Uniglobe CBO Travel
Thirty Four Summitview Limited
RICE FX
Paradis Solutions et associés
Marcil Lavallée